

“ “ Académie européenne ” ou “ europäische Akademie ” ? L’ancrage allemand des études européennes et ses conditions de possibilité ”

Francisco Roa Bastos

▶ **To cite this version:**

Francisco Roa Bastos. “ “ Académie européenne ” ou “ europäische Akademie ” ? L’ancrage allemand des études européennes et ses conditions de possibilité ”. Politique européenne, 2023, N° 52 (2), pp.114-144. 10.3917/poeu.052.0114 . hal-03940725

HAL Id: hal-03940725
https://paris1.hal.science/hal-03940725

Submitted on 16 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POLITIQUE EUROPÉENNE
N° 52 | 2016
Francisco Roa Bastos
[p. 114-144]

« Académie européenne » ou « *europäische Akademie* » ? L'ancrage allemand des études européennes et ses conditions de possibilité

Cet article se penche sur le développement des « études européennes » en Allemagne depuis 1945. Partant du constat de l'importance quantitative des travaux allemands sur l'Europe, il analyse les facteurs ayant pu favoriser en Allemagne l'institutionnalisation précoce des « études européennes ». Parmi ceux-ci, l'existence d'une prise en charge publique de l'« éducation politique » (*politische Bildung*) aux affaires nationales et européennes, mais aussi les moyens disponibles pour la structuration d'un mouvement fédéraliste européen autour de *Europa Union Deutschland* et ses dépendances jouent un rôle essentiel dans la production d'une « Académie européenne » à forte « tonalité allemande ».

"European Academy" or "europäische Akademie" ? The German Rooting of European Studies, and its conditions of possibility

This article studies the development of "European Studies" in Germany since 1945. The quantitative importance of German scholar publications about Europe, leads to the analysis of the factors that favoured an early institutionalization of "European Studies" in Germany. Among them, the existence of significant public support for a "political education" (*politische Bildung*) on national and European Affairs, but also the means available for the structuring of an active European federalist movement around *Europa Union Deutschland* and its satellite organizations, are essential for understanding the German rooting of the "European Academy" and "European studies" in general.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

« Académie européenne » ou « *europäische Akademie* » ?

L'ancrage allemand des études européennes et ses conditions de possibilité

Francisco Roa Bastos
Institut des sciences sociales du politique

La formation d'un espace académique européen *transnational* s'accompagne, comme cela a été déjà montré (Robert et Vauchez, 2010, 19), d'un « brouillage des frontières entre science et expertise » qui réduit et même parfois abolit « la distance qui sépare des acteurs issus des divers espaces (politiques, administratifs, économiques et judiciaires) de la construction européenne ». Cette porosité des frontières conduit ainsi, pour les auteurs qui l'ont étudiée, à une « co-production politico-académique » de l'Europe. Cet article souhaiterait montrer néanmoins que ce « brouillage » des champs et de leurs frontières, parfois considéré comme une spécificité de l'espace académique européen, n'est pas une particularité exclusive à ce niveau, qui le distinguerait des champs académiques nationaux. Bien au contraire : cet entrecroisement et cet emboîtement des champs qui caractérise le « champ du pouvoir européen » (c'est l'hypothèse qui est posée ici et qui sera explorée dans cet article), ne sont en fait qu'un effet du « brouillage » des frontières déjà existant au niveau *national*. Plus précisément encore, l'article s'attache à montrer, dans une approche socio-historique, que la construction d'un espace académique européen *transnational* s'est faite dans une très large mesure à partir d'un espace *national* particulier, dans lequel ce brouillage des frontières est particulièrement important : l'espace allemand.

Le cas allemand a été relativement peu étudié dans le cadre des recherches visant à mieux comprendre l'émergence et l'institutionnalisation des « études européennes[1] ». Si l'on commence à mieux cerner la structuration de cette sous-discipline aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France ou encore en

1 Je me penche ici prioritairement sur les « études européennes » appréhendées comme sous-discipline de la science politique, laissant de côté les disciplines juridiques. Pour une étude récente de l'institutionnalisation du « droit communautaire » en France, voir Bailleux (2014).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

République tchèque (Keeler, 2005 ; Popa, 2007 ; Cohen, 2011 ; Neumayer, 2010), la contribution des savants allemands qui « parlent d'Europe » a, jusqu'ici, été appréhendée seulement de manière indirecte, au détour d'études quantitatives plus larges (Keeler, 2005 ; Popa, 2007[2]). Cet article voudrait donc contribuer à inscrire le cas allemand dans une sociohistoire de la « construction des études européennes », en se fondant pour cela sur les nombreux travaux déjà disponibles sur l'histoire plus générale de la science politique en Allemagne (Lietzmann et Bleek, 1996 ; Bleek, 2002 ; Laborier et Trom, 2002), et sur plusieurs enquêtes empiriques personnelles, notamment une thèse sur la construction savante d'une nouvelle catégorie politique, celle de « parti politique au niveau européen[3] ».

Les résultats de cette thèse, portant sur une portion circonscrite des « études européennes » (les études menées entre 1950 à 1992 sur la formation d'organisations partisanes européennes transnationales[4]) ont en effet mis en

2 Si les savants allemands apparaissent bien dans ces études, c'est de manière marginale et biaisée, du fait de l'approche et du corpus choisis par chaque auteur. Parmi les 24 revues prises en compte par John Keeler pour constituer son panel, on compte une seule revue allemande, la *Politische Vierteljahresschrift* de la DVPW (*Deutsche Vereinigung für Politische Wissenschaft*, l'association allemande de science politique) qui ne peut à elle seule donner un aperçu des recherches menées en langue allemande sur l'« Europe ». Ioana Popa, en centrant son étude sur le *Journal of Common Market Studies*, le *Journal of European Social Policy* et le *Journal of European Public Policy*, y découvre certes une présence allemande relativement importante (4,5 % des articles rédigés en 1980 et 1999 dans ces revues sont signés par des auteurs allemands, contre 10,9 % de Britanniques, 10,1 % d'Américains, mais moins de 2 % de Français par exemple ; l'Allemagne est le deuxième pays européen pour les éditions d'ouvrages recensés dans ces trois revues pour la période considérée, derrière le Royaume-Uni), mais son corpus ne lui permet de repérer que les auteurs et éditeurs allemands déjà « internationalisés », laissant de côté toutes les « études européennes » menées en Allemagne et/ou en allemand.

3 Ces « partis » ont été officiellement reconnus et labellisés sous cette appellation officielle dans le traité de Maastricht en 1992. Ils sont aujourd'hui financés sur fonds publics par l'UE depuis 2004 et l'entrée en vigueur du règlement n° 2004/2003. Mais ces « partis » ont été pensés et conceptualisés, y compris dans des travaux académiques importants depuis 1950, bien avant leur reconnaissance dans le traité de Maastricht, sous des appellations souvent très variables.

4 Enquête fondée sur un corpus de 285 publications, en sept langues européennes (ouvrages, articles, thèses et communications diverses), répertoriant l'ensemble des publications « savantes » connues qui développent une réflexion générale à prétention scientifique sur la notion générique de « parti politique européen » (en excluant les monographies portant sur une organisation particulière)

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

évidence la surreprésentation massive des savants allemands dans ce type de production savante. Dans le cas étudié, les études *européenne*s sur les « partis européens[5] » se révèlent en majorité des études allemandes, puisque les auteurs qui s'investissent sur ce sujet sont à plus de 40 % de nationalité allemande[6] et produisent 43 % de la littérature savante consacrée à cette question particulière[7].

Ce constat invite à s'interroger dans deux directions possibles. Premièrement, cette surreprésentation de la littérature savante allemande sur les « partis européens » se retrouve-t-elle dans l'ensemble des études européennes ? Cette question suppose d'évaluer comparativement la place des publications et des chercheurs allemands, par rapport aux autres, dans l'ensemble des « études européennes » telles qu'elles se sont développées depuis 1950. Cette entreprise de longue haleine ne peut être envisagée qu'à moyen terme, dans un effort collectif de mise en rapport d'études centrées sur différents champs académiques nationaux. C'est pourquoi cet article privilégie une deuxième piste d'interrogation, plus praticable dans un premier temps et qui permet de poser un jalon pour répondre à la première interrogation. Cette deuxième piste consiste à identifier les caractéristiques du champ académique allemand qui pourraient expliquer un surinvestissement dans l'étude des « partis européens ». En d'autres termes, quelles sont les « conditions de possibilité » d'une surreprésentation allemande dans les recherches sur les « partis européens », qui pourraient se traduire plus généralement par un surinvestissement allemand dans les « études européennes » en général ?

Cet article a donc pour objectif de présenter et d'étudier sociohistoriquement deux spécificités centrales qui viennent appuyer cette hypothèse de la

5 J'emploierai dans la suite de cet article les termes plus génériques « partis européens » pour désigner les organisations partisanes transnationales européennes, en lieu et place de « parti politique au niveau européen », d'abord par souci de brièveté, mais surtout parce que l'étude des publications traitant de ce type d'organisation a montré qu'il existait une multitude d'appellations différentes dans toutes les langues européennes pour les désigner (par exemple, il existe 99 appellations différentes en allemand pour les désigner, entre 1950 et 1992).

6 Sur les 122 auteurs du corpus pour lesquels on dispose de la nationalité, 52 sont de nationalité allemande, soit 42,6 % exactement.

7 46 % si l'on inclut les auteurs de langue allemande mais de nationalité autrichienne ou américaine (pour la plupart des « *émigré scholars* » allemands ou autrichiens ayant trouvé refuge aux États-Unis au moment de la Seconde Guerre mondiale).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

centralité du champ allemand dans la construction des études européennes depuis 1945. Chacune de ces spécificités, comme on le verra, renvoie au « brouillage » des frontières entre champ académique, champ politique et champ bureaucratique, qui est particulièrement important en Allemagne.

La première spécificité tient à l'importance prise dans l'espace public et politique allemand par des organisations qui visent à l'« éducation civique » ou « politique » des citoyens, qui se situent à cheval entre plusieurs champs et arènes. Ces organisations, dont la raison sociale peut être résumée par les termes allemands de « *politische Bildung* » (littéralement « formation » ou « éducation politique ») sont principalement des organismes publics (les agences fédérale et régionales chargées de mettre en œuvre et de coordonner les programmes de formation de l'« éducation politique ») mais aussi des associations para-publiques et privées (principalement les fondations politiques rattachées aux différents partis politiques reconnus en Allemagne). Ces organismes organisent le débat public sur les questions politiques, nationales et européennes, depuis l'après-guerre, en impulsant et finançant la recherche sur ces questions.

La deuxième caractéristique de l'espace allemand depuis 1945 est la précocité, le dynamisme et la variété du mouvement associatif fédéraliste « pro-européen », qui a été depuis les années 1950 à la fois un foyer de mobilisation politique et un lieu de production académique importante sur les questions européennes. Cette « effervescence fédéraliste » politico-savante a été rendue possible par l'histoire particulière de l'Allemagne dans l'Europe de l'après-guerre, notamment du fait de financements importants (publics et privés) provenant à la fois des institutions de la *politische Bildung*, d'entrepreneurs privés comme le banquier Friedrich von Oppenheim ou le magnat de l'acier Otto Wolff von Amerongen, mais aussi des réseaux publics et philanthropiques américains qui investissent massivement en Allemagne pendant la guerre froide, du fait de sa position géopolitique.

Par ce cas d'étude particulier portant sur le développement précoce et quantitativement très important des « études européennes » en Allemagne, à la frontière entre champ académique, champ politique et champ bureaucratique, cet article vise donc à contribuer à la sociohistoire de la construction européenne et plus précisément de ses formes de connaissance savante, dans une perspective alliant sociologie historique de l'Europe et sociologie des sciences.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

Les particularités de l'espace public allemand : un « brouillage » institutionnalisé des frontières

Le cas allemand illustre particulièrement bien le « brouillage des frontières » évoqué en introduction entre champ politique et académique, à travers une double particularité de son histoire administrative et politique : l'importance prise en Allemagne par la notion et les actions de la *politische Bildung*, d'un côté ; de l'autre, le rôle des fondations politiques allemandes, dépendantes à la fois de l'administration ministérielle allemande et des principaux partis politiques allemands.

La prise en charge publique de l'« éducation politique » en Allemagne

La notion allemande de *politische Bildung* est très large. Forgée à la fois dans les domaines disciplinaires de la pédagogie, des sciences de l'éducation et de la science politique en Allemagne (Bundeszentrale für Politische Bildung, 1990 et 1991), elle pourrait être traduite par « éducation citoyenne et politique » (Dakowska, 2014, 13) ou, comme je le ferai ici, par « formation » ou « éducation politique ». Mais il faut dans tous les cas éviter de la ramener simplement à l'« éducation civique » développée par exemple en France, qui est une forme d'éducation politique cantonnée au système éducatif primaire et secondaire. En Allemagne, les actions de la *politische Bildung* peuvent renvoyer aussi bien à ce type de « socialisation à la politique », spécifique à l'enseignement primaire et secondaire, que beaucoup plus largement à des programmes de formation politique dans le cadre professionnel (notamment pour des publics spécialisés comme les journalistes, les enseignants, etc.), ou encore à des manifestations scientifiques et culturelles diverses pour un public beaucoup plus large.

Ces activités sont coordonnées par des organismes publics spécialisés : au niveau fédéral, il s'agit de la *Bundeszentrale für politische Bildung* (BPB), qui dépend du ministère de l'Intérieur ; au niveau régional, il s'agit des *Landeszentralen für politische Bildung* dans chacun des *Länder*[8], dont le statut administratif varie selon les *Länder*, mais qui sont en général rattachées directement à la chancellerie du *Land* (*Staatskanzlei*). Ces organismes publics sont consacrés spécifiquement à la conception et à la mise

8 Jusqu'en 2004, date à laquelle le *Land* de Basse-Saxe a choisi de fermer la sienne pour des raisons d'économie budgétaire. Il n'y a donc plus aujourd'hui que 15 *Landeszentralen* pour 16 *Länder.*

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

en œuvre de la *politische Bildung* au sens large, dans le but de contribuer à la « consolidation d'une conscience démocratique » en Allemagne, comme l'énoncent les statuts de la BPB.

Celle-ci a été créée en novembre 1952 sous le nom de *Bundeszentrale für Heimatdienst* (littéralement « agence fédérale pour le service de la patrie ») et rebaptisée BPB en 1963[9]. La BPB était dotée à l'origine d'un budget de 8,2 millions de Deutsche Mark et se voit financée aujourd'hui à hauteur de 40 millions d'euros par le budget fédéral[10]. Le décret de création lui fixe comme objectifs généraux de « répandre et consolider les idéaux démocratiques et européens chez le peuple allemand[11] ». Le contexte de création de la BPB est en effet celui de l'occupation alliée, militaire jusqu'en 1949 puis civile jusqu'en 1955 (Schwartz, 1991 ; Ermarth, 1993), dans lequel l'un des enjeux principaux de la reconstruction politique de l'Allemagne est celui de la « rééducation démocratique » du peuple allemand (Neumann, 1947). Aujourd'hui encore, la présentation officielle de la BPB explique :

> « Des expériences faites avec des régimes dictatoriaux de l'histoire allemande émane la responsabilité particulière de la République fédérale d'Allemagne de consolider dans les esprits de ses citoyens des valeurs comme la démocratie, le pluralisme et la tolérance[12]. »

L'institutionnalisation de la *politische Bildung* constitue donc l'une des traductions conceptuelles et administratives de la situation historique et politique de l'Allemagne après 1945, forcée de donner des gages de « dénazification » et de « démocratisation » aux alliés pour retrouver son indépendance et sa

9 Une *Bundeszentrale für Heimatdienst* existait déjà sous la République de Weimar (1919-1933), qui fut supprimée à l'arrivée des nazis au pouvoir (voir Bundeszentrale für Politische Bildung, 1978). Pour une histoire de cet organisme, voir Widmaier (1987). Pour la présentation et l'histoire « officielle » de la BPB, voir son site : <http://www.bpb.de/geschichte/deutsche-geschichte/geschichte-der-bpb/> (consulté le 1er juillet 2015).

10 Le dernier rapport annuel disponible pour la BPB (2012-2013) indique un budget annuel pour 2013 de 39,3 millions d'euros, dont 25,3 millions pour les activités (publications, réseaux, expositions, événements…), 10,6 millions consacrés au personnel (pour 17 salariés et au total 210 intervenants divers en 2013 pour prendre en charge les différentes activités), et 3,4 millions pour les frais de fonctionnement divers. Voir Bundeszentrale für Politische Bildung (2013).

11 Décret du 25 novembre 1952, du ministre de l'Intérieur Robert Lehr : « *den demokratischen und europäischen Gedanken im deutschen Volk zu festigen und zu verbreiten.*

12 <http://www.bpb.de/die-bpb/51743/demokratie-staerken-zivilgesellschaft-foerdern> (consulté le 1er juillet 2015)

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

souveraineté[13]. En termes organisationnels, cette prise en charge par l'État de l'« éducation politique » (conçue comme une « rééducation » aux principes démocratiques « oubliés » pendant la dictature nazie, mais aussi comme une ouverture aux nouvelles perspectives politiques de l'après-guerre, et notamment celles de la construction européenne) s'est traduite concrètement par une alliance étroite entre acteurs bureaucratiques, politiques et académiques, ce dont témoigne par exemple l'organigramme de la BPB[14].

Cette diversité des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'« éducation politique » se retrouve dans la variété des publics visés, comme en témoigne la liste des activités menées par la BPB. Celles-ci vont de la publication de revues à vocation politico-scientifique (comme le journal hebdomadaire spécialisé *Das Parlament* qui traite de l'actualité parlementaire allemande mais aussi européenne (Parlement européen et Conseil de l'Europe) et son supplément bi-mensuel *Aus Politik und Zeitgeschichte*, APuZ[15]), à l'organisation de conférences à destination du grand public ou d'expositions et

13 Il faut en effet replacer la *politische Bildung* dans le cadre plus général du dispositif juridique de « protection de la Constitution » mis en place en RFA à partir de 1949 (à commencer par le rôle dévolu au Tribunal constitutionnel fédéral ou encore à l'encadrement public des partis). Ce dispositif est explicitement pensé comme un moyen d'éviter l'effondrement démocratique de la République de Weimar, par des mécanismes destinés à faire émerger une « démocratie militante » (*streitbare Demokratie*) capable de se prémunir des « ennemis de la démocratie » (aux deux extrêmes, comme en témoignent les interdictions de partis politiques prononcées par le tribunal de Karlsruhe, qui ont touché dans les années 1950 un parti néo-nazi (arrêt du 23 octobre 1952) et le Parti communiste ouest-allemand (arrêt du 17 août 1956). Sur la notion et l'historique de la « démocratie militante », voir par exemple Simard (2008).

14 Celui-ci mêle en effet des acteurs administratifs (31 des 210 salariés de la BPB en 2013 sont des fonctionnaires fédéraux), politiques (certaines fonctions de l'organigramme étant réservées à des acteurs partisans, comme la présidence, occupée actuellement par le social-démocrate Thomas Krüger, député au Bundestag de 1994 à 1998, ou surtout le « Kuratorium », qui contrôle l'action de la BPB du point de vue de son « opportunité » politique, et qui est composé de 22 députés du Bundestag, répartis entre groupes politiques proportionnellement à leur représentation au Parlement) et académiques (notamment les membres du « Conseil Scientifique », composé de 12 personnalités scientifiques spécialisées dans les différentes aires thématiques dans lesquelles la BPB est active).

15 Dont les numéros sont régulièrement consacrés à la politique européenne (en moyenne, 2 à 3 numéros par an, sur un total de 26 à 28 numéros). Voir la liste des numéros disponibles en ligne (depuis 1973) sur : <http://www.bpb.de/shop/zeitschriften/apuz/148160/gesamtbestand> (consulté le 1er juillet 2015).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

concours à destination des élèves et étudiants, en passant par la conception d'outils numériques d'information sur la politique nationale et européenne et d'incitation à la participation politique, notamment électorale[16].

Depuis 1953, il existe ainsi en Allemagne un réseau d'organismes publics fédéraux (la BPB sous l'égide du ministère de l'Intérieur fédéral) et régionaux (les *Landeszentralen für politische Bildung* dans chacun des *Länder*), rassemblant des acteurs bureaucratiques, politiques et académiques et qui est chargé de faire vivre et de nourrir le « débat public » sur les questions politiques. C'est là la principale particularité de l'« éducation politique » allemande : elle constitue un domaine spécifique d'action publique, une politique publique identifiée et labellisée, formulée et mise en œuvre par des institutions dédiées au sein de l'administration fédérale et régionale, en coopération avec différents réseaux de production d'expertise académique.

Certes, l'action de ces organismes politico-scientifiques n'est pas spécifiquement consacrée aux questions européennes, mais celles-ci ont été intégrées dès les années 1950 dans les objectifs de la *politische Bildung*. Cet apprentissage démocratique « dirigé », censé prémunir l'Allemagne des faiblesses et des échecs de la République de Weimar, a en effet été pensé dès l'après-guerre dans le cadre de l'intégration européenne, comme l'indiquent les statuts cités, avant même la signature des traités de Rome de 1957. Depuis lors, la BPB et ses correspondants régionaux ont contribué à ancrer les questions européennes dans le débat public, comme le montre l'exemple de la production savante sur les « partis politiques au niveau européen » : 6 % des publications consacrées à cette question depuis 1950, dans toute l'Europe, aux « partis européens » ont ainsi été financées et publiées par la BPB[17].

16 Fiches historiques, données chiffrées, dossiers multimédias, mais surtout l'application d'« aide au vote » *Wahl-O-Mat*, qui permet de découvrir en répondant à des questions sur les programmes partisans quel est le parti « le plus proche de ses idées ». Sur l'émergence récente, les enjeux mais aussi les biais de ces applications d' « aide au vote » (*Voting Aid Applications* en anglais), voir par exemple Walgrave, Nuytemans et Pepermans (2009).

17 Résultats de thèse, obtenus à partir du corpus exhaustif des publications scientifiques ou à vocation savante (auxquelles on a ajouté les thèses soutenues et les mémoires de recherche) qui traitent de manière générique des « partis européens » (c'est-à-dire en excluant les monographies centrées sur une famille particulières) entre 1950 et 1992, date de la reconnaissance des « partis européens » dans le traité de Maastricht. Les recherches sont en cours pour étendre ce résultat à la période post-1992.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

Il existe donc en Allemagne dès les débuts de la construction européenne un maillage politico-administratif d'organismes publics centrés sur l'éducation politique et sur la production de savoirs consacrés, notamment, à l'Europe. Celui-ci fournit un terreau institutionnel favorable au développement des « études européennes » en Allemagne, d'autant plus qu'il est couplé à d'autres institutions, para-publiques ou privées, qui constituent avec lui un véritable « réseau d'action publique » consacré à la production d'un savoir politique en général, et d'« études européennes » en particulier.

Les fondations politiques allemandes comme entrepreneurs scientifiques

Outre ces organismes publics dédiés au développement d'un savoir institutionnel sur la politique nationale et européenne, l'espace de production savante allemand est également marqué par l'action d'institutions para-publiques ouvertement partisanes : les « fondations politiques » rattachées aux principaux partis politiques allemands. Il existe six fondations de ce type en Allemagne aujourd'hui : la Fondation Friedrich Ebert, pour le SPD (créée en 1925 refondée en 1946) ; la Fondation Konrad Adenauer, pour la CDU (créée en 1955 sous le nom de « Akademie Eichholz », rebaptisée du nom du premier chancelier de RFA en 1964) ; la Fondation Friedrich Naumann, pour le FDP (1958) ; la Fondation Hanns Seidel, pour la CSU (1967) ; la Fondation Heinrich Böll, pour les Verts (Bündnis 90/Die Grünen, créée en 1989) et la Fondation Rosa Luxemburg, pour le Parti du socialisme démocratique (PDS), créée en 1999. L'action de ces fondations politiques (notamment en matière de politique étrangère) a été bien étudiée par Dorota Dakowska, dont les travaux fournissent l'essentiel des données reprises ici (Dakowska 2004, 2005, 2014).

Ces fondations sont à la fois rattachées au ministère de la Coopération allemand (et participent en tant que telles à la mise en œuvre de la politique étrangère et d'aide au développement allemandes) et directement affiliées à un parti politique particulier, contribuant au « brouillage » du champ politique allemand dans la mesure où elles se trouvent de fait situées « dans un "champ interstitiel" entre les espaces académique et politique, le marché et les médias » (Dakowska, 2014, 13 ; sur ces questions, voir aussi : Vauchez, 2011 ; Medvetz, 2012 ; Eyal, 2013). Elles sont ainsi à la fois financées sur fonds publics[18], juridiquement

18 Provenant du ministère de la Coopération mais aussi des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de celui de l'Éducation.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

indépendantes, tout en constituant des acteurs partisans essentiels du champ politique allemand, par leur activité de production scientifique en science politique, mais également par leur implication directe dans la vie politique et leurs liens avec les responsables des campagnes électorales[19] (Dakowska, 2014, 26-27). Un indicateur pertinent de l'importance qu'elles peuvent avoir est celui du montant de leur financement public qui représente au total le triple du financement public accordé aux partis politiques en tant que tels, soit 460 millions d'euros par an[20]. Le poids financier et l'ancienneté de ces *think tanks* partisans d'un type particulier (dans la mesure où il s'agit en fait d'organismes para-publics[21]), et notamment des deux principales fondations – la *Friedrich-Ebert-Stiftung* (FES) du SPD et la *Konrad-Adenauer-Stiftung* (KAS) de la CDU – ont marqué la vie politique allemande depuis les années 1950, notamment dans les liens transnationaux que leurs partis ont tissés progressivement avec des partis d'orientation similaire en Europe occidentale et orientale, mais aussi dans le reste du monde[22].

Pour le sujet qui m'occupe ici plus particulièrement, les fondations politiques allemandes sont devenues rapidement des « entrepreneurs scientifiques » importants, spécialisées en science politique et notamment en études européennes. Leur action, combinée à celle des organismes officiels déjà décrits

19 L'implication directe de ces fondations dans les campagnes leur est interdite juridiquement, mais leurs liens partisans leur confèrent de fait un rôle indirect dans ces campagnes, par exemple par la production théorique ou l'organisation d'événements en parallèle des campagnes.

20 Dorota Dakowska propose une comparaison parlante (Dakowska, 2014, 12) en faisant remarquer que le budget total des six fondations politiques allemandes dépasse celui de l'OCDE (354 millions d'euros en 2013, contre 460 millions pour les fondations). On pourrait ajouter à titre de comparaison complémentaire que le financement public global des partis politiques en France pour 2015 s'élève à 63,101 millions d'euros (soit 7 fois moins que le financement des fondations allemandes et 2,5 fois moins que le financement public des seuls partis politiques allemands).

21 Sans entrer ici dans les débats complexes, mais importants, sur la nature exacte de cette catégorie floue et les différentes typologies possibles des *think tanks* ou « clubs de réflexion », qui peuvent par ailleurs prendre des formes très différentes selon les pays et revêtir des réalités très diverses y compris au sein d'un même espace national. Pour un aperçu de ces débats et différences, voir par exemple Stone, Denham et Garnett (1998) et surtout Gellner (1998). Pour une approche plus réflexive et critique des « think tanks » et des enjeux de labellisation les concernant, voir Desmoulins (2009).

22 Sur le rôle des fondations politiques allemandes durant la guerre froide, notamment vis-à-vis des pays du « Tiers Monde » (en lien avec les fondations philanthropiques américaines), voir Dakowska (2014, 33-41 et 136-192).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

de la *politische Bildung*, a contribué à animer le débat public sur les questions européennes, comme le montre là encore l'étude de la production savante centrée sur les « partis politiques européens » : à elles deux la FES et la KAS ont financé et publié près de 5 % du corpus de textes savants[23] dédiés à cet objet en Europe depuis 1950, faisant partie des cinq plus gros financeurs de ce corpus, à égalité avec les Communautés européennes[24].

Plus largement l'existence même des fondations politiques allemandes est devenue un « modèle exportable » de *think tank* para-public, comme le montre l'émergence (difficile néanmoins) de « fondations politiques européennes », créées explicitement selon ce modèle par un règlement communautaire en 2007 (Dakowska, 2011).

Les fondations politiques allemandes constituent ainsi un exemple particulièrement significatif d'institution « hybride », à cheval entre le champ politique, administratif et académique (Medvetz, 2012), et peuvent être considérées comme relevant d'une conception élargie de la *politische Bildung* décrite plus haut. Organismes de coordination politique mais aussi de recherche para-publics, elles sont à la fois financées sur fonds publics et rattachées à des partis politiques (bien que juridiquement séparées) ; en même temps contrôlées politiquement tout en s'attachant à préserver une indépendance formelle vis-à-vis de leurs différentes « tutelles » (administrative et partisane), qui passe notamment par la capacité de mobiliser des chercheurs académiques officiellement indépendants et non-partisans. Ceux-ci déploient leurs activités de recherche dans différents domaines, en fonction des priorités politiques des fondations qui recoupent très régulièrement les questions européennes depuis le lancement des Communautés dans les années 1950.

Ce rapide aperçu de ces institutions particulières à l'espace public allemand (organismes publics de la *politische Bildung* et fondations politiques para-publiques) donne une première idée des conditions de possibilité de l'émergence, en Allemagne, d'un foyer particulièrement actif de production d'un

23 C'est-à-dire de l'ensemble de publications à prétention scientifique dédiées à cette question en Europe entre 1952 et 1992, période couverte par le corpus décrit plus haut.

24 Conjointement à d'autres institutions allemandes : l'*Institut für europäische Politik* (dont il sera question dans la deuxième partie) qui en a publié 28,5 %, la *Deutsche Vereinigung für Politische Wissenschaft* (10,5 %) et le ministère de l'Intérieur allemand par le biais de la BPB notamment (6 %).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

savoir politique sur l'Europe. Mais ce terrain favorable, cet « espace sécant[25] » qui s'étend au croisement des champs administratifs, politiques et académiques allemands, ne suffit bien évidemment pas à lui seul à comprendre pourquoi les études européennes s'y sont si bien enracinées. À cette cause indirecte, il faut adjoindre une cause directe qui a nourri depuis 1950 l'« intérêt allemand » pour les études européennes : la structuration d'un mouvement fédéraliste pro-européen particulièrement fort en Allemagne, qui a su profiter de cet environnement institutionnel favorable tout en tirant parti d'un ensemble de ressources complémentaires, non plus nationales et publiques, mais privées et (en partie) étrangères.

La « nébuleuse européiste » : l'exemple de *Europa Union Deutschland* et de ses dépendances

On l'a vu, l'espace allemand a été doté (en partie sous les contraintes extérieures de l'après-guerre) d'institutions publiques et para-publiques, chargées de promouvoir et de nourrir le débat sur les questions politiques et européennes. Ces institutions animent et incarnent un « espace public » disposant de ressources matérielles et financières importantes, et légitimé par l'impératif affiché de « démocratisation », voire de « rééducation démocratique » dans un contexte post-totalitaire. Cet espace n'avait pas pour vocation initiale le développement d'un savoir ou d'une expertise particulière sur l'intégration européenne, même si cet aspect était déjà présent dès la période de l'immédiat après-guerre, comme cela a été évoqué. Les ressources disponibles ont néanmoins favorisé l'investissement de cet espace par une série de mouvements politiques visant spécifiquement à mobiliser au nom d'un « fédéralisme européen » (et par là même, à accélérer la réintégration de l'Allemagne, alors désarmée et sous tutelle étrangère, dans les relations européennes et internationales). La conjonction d'un mouvement fédéra-

25 Je préfère utiliser, plutôt que la notion de « champ interstitiel » (Medvetz, 2012 ; Eyal, 2013) qui peut laisser sous-entendre l'existence d'espaces « hors champ », la notion d'« espace intermédiaire » ou, comme ici, d'« espace sécant » qui marque l'ancrage permanent de ces acteurs et de ces organisations dans différents champs, et qui fait sentir plus nettement le croisement complexe des logiques de champ qui structurent à tout moment cet espace. Cette notion renvoie aussi, bien sûr, aux logiques de la « marginalité sécante », mises en évidence depuis longtemps (Jamous, 1968 ; Crozier et Friedberg, 1977), qui permettent à certains acteurs situés dans plusieurs champs à la fois d'accumuler des ressources et des capitaux spécifiques, mieux ajustés à certaines logiques de situation.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

liste pro-européen particulièrement actif en Allemagne, avec des conditions matérielles favorables, a ainsi conduit à faire de l'espace allemand un centre d'impulsion essentiel de l'institutionnalisation des études européennes.

Il est impossible de proposer ici une étude exhaustive de la « nébuleuse européiste[26] » allemande et de son rôle dans la production savante des études européennes depuis 1950. Cet article se propose donc une étude de cas illustrative à l'intérieur de ce mouvement fédéraliste allemand, en suivant toujours la piste des « partis politiques européens ». Celle-ci a permis de mettre en évidence l'importance de certaines organisations de cette nébuleuse dans la production d'un « savoir sur l'Europe », à commencer par deux institutions gravitant autour de l'association *Europa Union Deutschland* (section allemande de l'Union européenne des fédéralistes). Il s'agit d'un côté de l'*Institut für Europäische Politik*, créé en 1959 et qui constitue le principal « lieu de savoir » dans la production des études sur les « partis politiques au niveau européen » ; et de l'autre de la maison d'édition *Europa Union Verlag* qui a publié la plus grande partie de cette production.

Europa Union Deutschland

L'association pro-européenne *Europa Union Deutschland* (EUD) a été créée en décembre 1946, par référence à l'association suisse du même nom *Europa Union* (fondée en 1934[27]). Elle est devenue dès novembre 1947 la section allemande de l'Union européenne des fédéralistes (UEF, créée au même moment que l'EUD), tout en adhérant dès 1949 au conseil allemand du Mouvement européen tout juste fondé (Pistone et Schmuck, 2008 ; Vayssiere, 2007). La création de l'EUD témoigne à la fois de l'« effervescence fédéraliste » qui règne dans l'immédiat après-guerre, et des tentatives précoces d'unification de ces différents mouvements qui ont conduit en Allemagne à la centralisation poussée (même si conflictuelle) d'initiatives diverses.

26 Pour reprendre ici le terme de « nébuleuse » forgé pour d'autres contextes par Christian Topalov (1999, 13), que je préfère retenir sans l'associer forcément à la notion de « champ faible », plus délicate à manier à mon sens.

27 C'est sous l'impulsion de l'Europa Union suisse (en lien avec le « Comité français pour la fédération européenne » notamment) que fut lancé le mouvement de coordination transnationale qui déboucha sur la constitution de l'Union européenne des fédéralistes en décembre 1946, suite aux conférences de Hertenstein, de Luxembourg et de Bâle entre septembre et décembre 1946.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

La fondation de l'EUD est ainsi le résultat d'un travail de mise en relation des différents groupes d'inspiration européiste qui se créent dans les zones d'occupation de l'ouest, notamment britannique[28]. Ce travail, compliqué par les restrictions de circulation entre les zones d'occupation alliée et l'interdiction temporaire de sortie du territoire[29], fut notamment mené à bien par les contacts qu'Heinrich Ritzel (ancien député allemand sous Weimar, exilé en Suisse et secrétaire général de l'*Europa Union* suisse depuis 1939) parvint à nouer en zone britannique[30] avec certains des membres fondateurs du parti libéral allemand (FDP) en 1946. Parmi ceux-ci, il faut citer notamment Wilhelm Heile, premier président du FDP et membre du « Conseil de zone » (*Zonenbeirat* ou *Zonal Advisory Council*) britannique en Basse-Saxe, et surtout Wilhelm Hermes, industriel qui fut l'artisan principal de l'unification des divers mouvements « pro-européens » constitués dans l'après-guerre en Allemagne de l'Ouest (Stillemunkes, 1988). Heile et Hermes furent respectivement le premier président et le premier secrétaire général de l'EUD[31]. Le premier congrès des mouvements fédéralistes allemands rassembla ainsi en juin 1947 à Eutin (dans le Schleswig-Holstein), 200 délégués provenant de plus de 50 groupes locaux différents, qui s'accordèrent sur des statuts communs et l'unification relative du mouvement au sein de l'EUD, dont le premier congrès statutaire général eut finalement lieu en 1949 à Hambourg.

L'EUD apparaît donc comme le résultat de mobilisations et tractations diverses pour unifier une multitude de groupes dispersés. La diversité politique et partisane de ces groupes se traduit par ailleurs dans l'insistance des statuts de l'EUD sur la dimension « trans-partisane » et « a-confessionnelle » du mouvement. Celle-ci se matérialise par exemple dans la diversité des représentants de l'EUD dès cette époque : aux premiers dirigeants libéraux (Heile et Hermes) et socialiste (Ritzel), succèdent rapidement des chrétiens-démocrates (comme le député de la CDU Paul Leverkuehn, président de l'EUD en 1954[32])

28 Les activités des groupes « européistes » ayant été très rapidement interdites dans la zone d'occupation soviétique.

29 Qui empêche les membres de ces groupes allemands de se rendre par exemple aux rencontres transnationales ayant mené à la création de l'UEF.

30 Par l'entremise des participants britanniques, belges et hollandais aux rencontres de la future UEF.

31 Entre 1947 et 1949, date de la véritable fondation statutaire de l'EUD lors du Congrès de Hamburg, qui désigna par ailleurs comme président de l'EUD Eugen Kogon.

32 Il ne reste que quelques mois en fonction suite à un grave accident de voiture qui l'oblige à démissionner.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

et d'autres socialistes du SPD (comme Erich Hermann Roßmann, secrétaire général et président d'honneur de l'EUD entre 1948 et 1949 et surtout Carlo Schmidt, vice-président de l'EUD de 1949 à 1954), mais aussi des fonctionnaires (comme le diplomate Carl-Heinz Lüders, secrétaire général de l'EUD de 1956 à 1958) ou des personnalités « a-partisanes » comme le journaliste et sociologue catholique de gauche Eugen Kogon (président de l'EUD de 1949 à 1954), ou le journaliste Ernst Friedländer (président de 1954 à 1958).

Mais l'activité de l'EUD reste surtout caractérisée, de 1949 à 1959, par les difficultés du travail de construction d'une organisation stable et viable. La première décennie de l'EUD est ainsi marquée par les dissensions au sein du mouvement fédéraliste allemand et européen[33], qui entraînent notamment une « hémorragie militante » (l'EUD perd durant cette décennie la plus grande partie des 30 000 adhérents revendiqués en 1950 : Vayssière, 2007, 110-111). La gestion financière du mouvement est par ailleurs difficile sous la présidence d'Eugen Kogon[34]. C'est l'arrivée de Ernst Friedländer à la présidence en 1954, plus favorable à la politique étrangère du chancelier Adenauer et proche des milieux financiers, qui permet un rétablissement matériel du mouvement, facilité par la nomination la même année comme trésorier de l'EUD du banquier Friedrich Carl von Oppenheim. Celui-ci, proche d'Adenauer et bien implanté dans les associations professionnelles de l'industrie allemande[35], est ensuite élu à la présidence de l'EUD en 1958 et assure pour un temps une double source de financement au mouvement : publique, par l'obtention d'une subvention du ministère des Affaires étrangères ; et privée, par la sollicitation des milieux financiers et sa propre fortune personnelle (Previti Allaire, 1997).

33 Et notamment la fission de l'UEF entre 1956 et 1973 en deux mouvements concurrents, le MFE (Mouvement fédéraliste européen) supranationaliste et radical, marqué par la figure d'Altiero Spinelli notamment, et l'AEF (Action fédéraliste européenne) d'inspiration réformiste et confédérale, sous l'égide d'Henri Brugmans. L'EUD fait partie des fondateurs de l'AEF et en animera les structures internationales jusqu'à la fusion de 1973 du MFE et de l'AEF dans une nouvelle UEF. Sur l'histoire du mouvement fédéraliste en Allemagne et plus largement en Europe (et ses dissensions), voir les travaux de Catherine Previti Allaire à partir du fonds « UEF » des archives historiques de l'Union européenne de Florence : Previti Allaire, 1996 et 1997.<http://www.eui.eu/Documents/Research/HistoricalArchivesofEU/PublicationsAbouttheFonds/AEFCORR.pdf>.

34 Très critiqué en interne du fait notamment de sa vision « fédéraliste intégrale » et de ses critiques vis-à-vis de la politique d'« ancrage à l'ouest » du chancelier Adenauer.

35 Dont un autre membre important, Wilhelm Butler (secrétaire général de l'Association générale de l'industrie allemande – BDI), est élu en même temps que lui parmi les vice-présidents de l'EUD en 1954.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

En dix ans, l'EUD s'est donc institutionnalisée, malgré les difficultés internes et externes[36], et s'est inscrite dans l'espace public allemand, en lien étroit avec les instances gouvernementales fédérales, sur le modèle des institutions de la *politische Bildung* décrites dans la première partie. C'est le constat *a posteriori* que fait par exemple, en 1992, Karlheinz Koppe (secrétaire général de l'AEF dans les années 1960) : « C'était l'heure des forces conservatrices proches de Konrad Adenauer [...]. Dès ce moment l'Europa-Union s'alignait sur la ligne gouvernementale et industrielle, elle devenait en quelque sorte l'agence du gouvernement fédéral pour propager l'idée européenne. » (Koppe, 1992 ; 1996, 71-79).

Rassemblant des acteurs « sécants », à cheval entre les champs administratifs, politiques, économiques et académiques, l'EUD parvient ainsi à se stabiliser en mobilisant à la fois des ressources publiques et privées, ce qui lui permet à partir de la fin des années 1950 de lancer des initiatives de plus long terme, et notamment une activité de production scientifique sur son domaine de spécialité, l'intégration européenne.

Les organisations satellites de l'EUD : une « académie européenne » allemande ?

En 1959, l'EUD crée ainsi coup sur coup deux « organisations satellites » spécialisées, spécifiquement destinées à la production d'un savoir sur l'Europe : l'*Institut für Europäische Politik* et la maison d'édition *Europa Union Verlag*. Par leur intermédiaire, le mouvement fédéraliste allemand prend une place directe et essentielle dans la production savante des études européennes en Allemagne.

• *L'Institut für Europäische Politik ou l'institutionnalisation d'un « militantisme expert »*

L'*Institut für Europäische Politik* (IEP) est un institut de recherche créé en 1959 à Bonn[37], juridiquement indépendant mais néanmoins étroitement lié à l'EUD et à la section allemande du Mouvement européen international, qui disposent chacune de deux administrateurs *ex officio* dans le Conseil

36 Dues aux dissensions du mouvement fédéraliste évoquées, mais aussi à des conflits internes sur la politique étrangère allemande d'Adenauer, ainsi qu'aux « ratés » de l'intégration européenne, et en premier lieu l'échec de la CED en 1954.

37 Il fut d'abord créé sous le nom de « *Bildungswerk Europäische Politik* ».

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

d'administration de l'IEP[38]. L'IEP est surtout présidé dès sa création par le président en exercice de l'EUD déjà mentionné, Friedrich Carl von Oppenheim[39], inscrivant l'IEP dès le départ, par cette sorte d'« union personnelle », dans l'orbite du mouvement fédéraliste allemand.

Cette interpénétration entre l'IEP et l'EUD est d'ailleurs une constante de son histoire organisationnelle, les liens personnels et institutionnels entre l'IEP et le mouvement fédéraliste allemand ayant toujours été très étroits. Ces liens ne se limitent pas à la seule EUD. L'IEP est au croisement de nombre d'associations fédéralistes notamment actives dans le champ académique, comme en témoignent par exemple ses relations avec l'AEI (*Arbeitskreis Europäische intégration*), association d'études sur l'Europe fondée entre 1965 et 1969 (sur le modèle de la CEDECE française) avec laquelle l'IEP co-publie encore aujourd'hui la revue d'études européennes *Integration*[40].

Les liens de l'IEP avec le mouvement fédéraliste se doublent par ailleurs d'une ouverture marquée vers le monde académique et politique. Une bonne illustration en est donnée par la liste des responsables administratifs de l'IEP depuis sa création. De 1959 à nos jours, se sont ainsi succédés à la tête de l'IEP cinq directrices et directeurs[41], tou(te)s docteur(e)s en science politique

38 Qui sont également destinataires des biens de l'IEP en cas de dissolution. Voir l'article 8-3 des statuts, disponibles sur le site de l'IEP : <http://www.iep-berlin.de/das-iep.html>.

39 Friedrich Carl von Oppenheim (1900-1978), est l'héritier d'une lignée de banquiers implantés à Cologne depuis au moins 1789. Il dirige pendant les années 1920 et 1930 avec son frère Waldemar la banque familiale « Sal. Oppenheim jr & Cie ». Écarté de ses fonctions en 1938 par les nazis du fait de ses origines juives. Après la guerre, il s'engage très tôt dans le mouvement européen, et fut notamment l'un des fondateurs du cercle de Cologne de l'EUD. Sur la figure de Friedrich Carl von Oppenheim et ses rapports à la fois avec le mouvement fédéraliste et avec les milieux d'affaires allemand et colognais, voir surtout l'hommage (rendu par des membres de l'IEP) : Jürgen Mittag, Wolfgang Wessels (dir.), « *Der kölsche Europäer* ». *Friedrich Carl von Oppenheim und die europäische Einigung*, Münster, Aschendorff, 2005 ».

40 L'AEI fut d'ailleurs hébergée à ses débuts dans les locaux de l'IEP à Bonn. Sur ces liens institutionnels et personnels entre l'IEP et l'AEI, voir Hugo Canihac, « Construction(s) et formalisation(s) d'espaces savants de l'Europe. Genèses de deux associations d'étude de la construction européenne en France et en Allemagne », communication au colloque de l'IRENEE à Nancy « La construction des études européennes. Trajectoires individuelles et réseaux nationaux », les 22-23 mai 2014.

41 Le directeur, ou directeur général (*Geschäftstführer*) de l'IEP fait office statutairement de directeur exécutif de l'IEP, et doit être distingué du président

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

mais ayant connu des trajectoires de carrière différentes. Quatre d'entre eux ont obtenu (plus ou moins rapidement) des positions académiques universitaires, comme Heinrich Schneider[42], Beate Kohler[43], Wolfgang Wessels[44] et enfin Matthias Jopp[45]. La deuxième directrice de l'IEP, Katharina Focke (de 1961 à 1969) a pour sa part entamé une carrière politique hors du champ académique, à partir de son poste à l'IEP (après avoir obtenu elle aussi un doctorat en science politique[46]), qui l'a menée notamment à être élue au Bundestag pour le SPD en 1969 (raison de son départ de l'IEP) et à devenir ministre du chancelier Willy Brandt dans les années 1970, puis députée européenne de 1979 à 1989.

L'emploi de directeur(e) de l'IEP constitue ainsi pour chacun de ses occupants successifs une « position d'attente » plus ou moins temporaire, après l'obtention de leur doctorat. Le délai entre l'obtention du doctorat et l'obtention d'une position stable dans le champ académique (ou politique) est néanmoins très variable, puisqu'il varie de 2 à 27 ans. De manière générale, ces éléments

---

de l'IEP (*Präsident ou Vorsitzender*, selon les époques et les changements de statut) qui a une fonction de représentation et préside les réunions du Conseil d'administration de l'IEP (*Vorstand*).

42 Premier directeur de l'IEP de 1959 à 1961. Docteur en science politique en 1955 de l'Université de Munich, il fut professeur à Hanovre de 1963 à 1968, puis à Vienne de 1968 à 1991, tout en conservant des responsabilités dans les organes de l'IEP jusqu'à aujourd'hui.

43 Troisième directrice de l'IEP de 1969 à 1973. Docteure en science politique de l'Université de Cologne en 1970, elle fut professeure à la *Technische Universität Darmstadt* de 1972 à 1990, puis à l'Université de Mannheim.

44 Quatrième directeur de l'IEP de 1973 à 1996. Docteur en science politique de l'Université de Cologne en 1979, il fut longtemps directeur du département d'études administratives et politiques du Collège de Bruges entre 1980 et 1996 et titulaire d'une chaire Jean Monnet à l'Université de Cologne depuis 1994.

45 L'actuel directeur de l'IEP. Docteur en science politique de l'Université de Francfort en 1980, il a occupé diverses charges d'enseignement ponctuelles pendant 25 ans, avant d'être nommé « professeur honoraire » (*Honorarprofessor*, qui corresponde à un titre de professeur associé non statutaire) de l'Université de Tübingen en 2007.

46 Katharina Focke (par ailleurs fille du président de l'EUD déjà mentionné Ernst Friedländer) est docteure en science politique de l'Univesité de Hamburg, diplôme qu'elle a obtenu en 1954. Comme elle le dit elle-même, elle devient directrice de l'IEP « par besoin d'argent » entre la fin de son doctorat et l'espoir d'une carrière diplomatique (qui se transformera en carrière politique nationale). Voir sur ce point l'interview qui a été fait avec elle dans le cadre du projet « European Oral History – Voices on Europe » mené par les Archives historiques de l'UE à l'Institut européen de Florence : « *Interview mit Frau Dr. Katharina E. Focke, Köln, 16.09.1998, Interviewer: Prof. Dr. Gerhard Brunn* », p. 5.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

de prosopographie rapide montrent à quel point la structuration des études européennes en Allemagne (et de la production savante en général) est fortement dépendante de la structuration du champ académique allemand, dans lequel les positions statutaires stables sont proportionnellement moins nombreuses que, par exemple, en France[47]. Les caractéristiques de ce milieu professionnel particulier expliquent en grande partie la circulation plus courante entre les champs académique, politique, administratif et « para-public » en Allemagne, et doivent être prises en compte dans toute étude sociohistorique de la constitution du « savoir sur l'Europe ».

L'IEP est donc à lui seul un « espace sécant » qui réunit des acteurs travaillant « à l'interface » entre science, administration et politique dans le cadre de la *politische Bildung*[48]. C'est d'ailleurs ce que revendiquent ses statuts et la présentation publique des objectifs de l'institut :

> « Depuis 1959, l'Institut für Europäische Politik (IEP) [...] est actif en tant qu'organisation à but non lucratif dans le domaine de l'intégration européenne. L'IEP travaille au niveau national et transnational à l'intersection de la science, de la politique, de l'administration et de l'« éducation politique » [politische Bildung]. Par là, le rôle de l'IEP est d'étudier scientifiquement les problèmes de la politique et de l'intégration européenne, et de promouvoir l'application pratique des résultats de la recherche[49]. »

L'IEP constitue ainsi une instance de production « hybride » d'une « science politique appliquée », qui a pour but d'encourager à la fois les recherches scientifiques sur la politique européenne et leurs applications pratiques (Medvetz, 2012). C'est à la fois un lieu d'engagement fédéraliste et un lieu de production concrète d'un savoir sur l'Europe en général, situé entre champ académique et politique, qui peut être apparenté à un *think tank*. Il fournit à ce titre un exemple significatif de ce que Julien Weisbein qualifie de « militantisme expert » : « La porosité classique entre arènes savantes et arènes militantes concerne donc tout particulièrement [*le militantisme*

47 Avec la différence notée généralement entre le système français doté de positions statutaires « intermédiaires » (les postes de maîtres-assistant hier (1960-1984), de maîtres de conférence aujourd'hui) et le système allemand qui en est dépourvu. Sur la comparaison des systèmes universitaires européens, voir notamment les travaux de Christophe Charle (1994a et 1994b).

48 L'IEP est d'ailleurs financé par des ressources de provenance diverses, à la fois publiques (le ministère des Affaires étrangères et des subventions ponctuelles des Communautés européennes) et privées (provenant de l'EUD notamment).

49 Section « Ziele und Aufgaben » (« Buts et missions ») du site Internet de l'IEP : <http://www.iep-berlin.de/das-iep.html>.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

fédéraliste] et fonde un “militantisme expert” – voire même un “militantisme académique” – outillé par de nombreuses structures fédéralistes (fondations, *think tanks*, laboratoires de recherche universitaires..) et entretenu par ces organisations. » (Weisbein, 2006, 332).

Cette instance hybride qu’est l’IEP produit un ensemble de savoirs spécifiquement consacrés aux questions européennes, comme on va le voir à présent, grâce à ses liens avec une seconde « organisation satellite » de l’EUD, chargée de prendre en charge matériellement la publication de ces travaux : la maison d’édition *Europa Union Verlag*.

• *Europa Union Verlag : éditeur militant*

L’éditeur *Europa Union Verlag* (EUV) est une société d’édition fondée en décembre 1959 par l’EUD[50], en collaboration avec une autre organisation fédéraliste, moins connue : la « *Gesellschaft für übernationale Zusammenarbeit - GüZ* » (« Société pour la coopération supranationale[51] »). Tout comme l’IEP, l’EUV entretient donc des liens institutionnels et personnels étroits avec le mouvement fédéraliste allemand et notamment l’EUD. Parmi les membres fondateurs (et financeurs) de l’EUV figurent ainsi toujours le banquier Friedrich Carl von Oppenheim, mais aussi un autre financeur important de l’EUD : Otto Wolff von Amerongen[52], lui aussi basé à Cologne.

50 Pour les éditeurs allemands, j’ai consulté : Vinz et Olzog (1971 et 1989).

51 Son appellation officielle est : BILD-*Güz* (Bureau international de Liaison et de Documentation-*Gesellschaft für übernationale Zusammenarbeit*). La *GüZ* est en fait un office franco-allemand de coopération culturelle destinée à la jeunesse, qui publie notamment la revue *Dokumente* et organise des cours de langue et des séjours croisés en France et en Allemagne. Elle a été fondée en août 1945 par le Père Jean du Rivau, jésuite et résistant français, dans la zone d’occupation française.

52 Otto Wolff von Amerongen est l’héritier d’un groupe familial créé par son père dans l’entre-deux-guerres, fondé notamment sur l’acier et l’armement (ce qui lui valut d’être interné pendant un an après 1945 pour le rôle de l’entreprise dans l’industrie de guerre nazie). Reprenant la direction de la firme familiale à sa libération, Otto Wolff von Amerongen s’investit à la fois dans les milieux économiques (il est président de la chambre de commerce et d’industrie de Cologne pendant les années 1960 et président de l’Association nationale des Chambres de commerce et d’industrie allemande dans les années 1970) et dans le mouvement fédéraliste, qu’il contribue à financer. Il fait à ce titre partie du comité directeur de l’EUD pendant les années 1960 et 1970, et la fondation qu’il crée en 1991 (la *Otto-Wolff Stiftung*) dispose depuis lors et aujourd’hui encore d’une place *ex officio* au Conseil d’administration de l’IEP, occupée par le président de la Fondation.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

L'EUV est cependant marquée plus particulièrement par l'action d'un autre acteur qui cumule de nombreuses positions dans le mouvement fédéraliste allemand : Gerhard Eickhorn. Celui-ci prend dès 1964 (à 28 ans) la direction de la maison d'édition qu'il conservera pendant plus de 20 ans. Cette responsabilité semble lui avoir été confiée du fait de son engagement précoce dans les « Jeunesses européennes fédéralistes » (JEF) allemandes, le mouvement de jeunesse de l'UEF[53], dont il est le président national en 1961-1962 et qui lui a déjà valu un emploi salarié à l'EUD entre 1960 et 1964. À partir de sa position à la tête de la maison d'édition EUV, il cumule dans les années 1960 et 1970 les positions de direction dans le mouvement fédéraliste allemand, en tant que Secrétaire général de l'EUD (1966-1978, puis trésorier dans les années 1980), puis du conseil allemand du Mouvement européen (dans les années 1970)[54].

Sous l'impulsion de Gerhard Eickhorn et de ses « patrons » de l'EUD, l'EUV devient donc l'éditeur officiel du mouvement fédéraliste allemand majoritaire, mais aussi un acteur central de l'émergence et de l'institutionnalisation des études européennes en Allemagne en tant que domaine de recherche et de publication spécifique.

Éditeur professionnel et à la fois militant, à la croisée des champs académiques, politiques et économiques, l'EUV se fixe pour objectif dans ses statuts « de promouvoir l'intégration européenne et l'union au sein des Communautés européennes au moyen de publications » (Vinz et Olzog, 1971, 1989). Il s'agit de faire l'Europe en la pensant (et *vice versa*), en assurant une production constante d'analyses et d'expertise sur l'intégration européenne telle qu'elle se fait, et telle qu'elle pourrait se faire, en accord avec les idéaux fédéralistes affichés (bien que parfois contradictoires).

Pour ce faire, l'EUV met en place un ensemble d'outils éditoriaux réguliers qui permettent d'institutionnaliser l'étude de l'Europe communautaire et de l'ancrer dans le paysage éditorial allemand, et européen. *Europa Union Verlag* permet ainsi au mouvement fédéraliste de lancer plusieurs publications périodiques qui sont devenues progressivement des « lieux de savoir » importants du débat académique sur l'Europe : les revues *Integration* et *Europa-Archiv*, par exemple, ou encore le *Jahrbuch der Europäischen Integration*[55], publié

53 Divisées comme l'UEF entre AEF et MFE pendant les années 1960.

54 Il est par ailleurs également l'un des membres fondateurs de l'AEI en 1969.

55 Du moins jusqu'en 2003, date depuis laquelle le *Jahrbuch* est publié par la maison d'édition Nomos Verlag.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

annuellement à partir de 1980 sous la direction de Wolfgang Wessels et de Werner Weidenfeld[56] et qui rassemble depuis 35 ans les contributions à la fois de spécialistes académiques en études européennes (d'Allemagne ou d'ailleurs), de fonctionnaires européens ou nationaux, de journalistes ou encore de responsables politiques ou économiques, confirmant le « brouillage des frontières » revendiqué par l'IEP[57]. Plusieurs collections consacrées spécifiquement à l'Europe sont par ailleurs mises en place au fil des années, dont les *Europäische Schriften* et les *Europäischen Studien*, deux collections prises en charge par l'IEP lui-même et ses réseaux académiques.

L'exemple des études portant spécifiquement sur les « partis européens » montre que la place de l'EUV, et à travers elle des « experts militants » de l'IEP et de l'EUD, dans la production des études européennes comme discipline « légitime » est quantitativement très importante : l'EUV (et donc l'IEP par son intermédiaire) sont ainsi directement responsables de plus d'un tiers (36,6 %) de l'ensemble des recherches éditées sur les « partis européens » entre 1950 et 1992[58].

L'EUV n'est évidemment pas le seul éditeur d'« études européennes » en Allemagne, ni sans doute le plus reconnu[59]. Mais en assurant depuis 1959 une production savante constante et spécialisée sur l'Europe, elle a contribué à ancrer ces études européennes dans le paysage éditorial, intellectuel et académique allemand et, plus largement, européen. Cette contribution a pu être faite à la fois grâce aux financements disponibles dans la « nébuleuse européiste » allemande, grâce aux réseaux intellectuels trans-sectoriels

56 Docteur en science politique de l'Université de Bonn en 1971, professeur à l'Univesité de Mayence de 1975 à 1995, puis à l'Université de Munich jusqu'à aujourd'hui.

57 Il suffit de parcourir les sommaires annuels du *Jahrbuch* pour s'en convaincre.

58 Ces chiffres portent sur la production globale sur les « partis politiques au niveau européen » dans les sept langues prises en compte pour la thèse dont ces résultats sont tirés, indépendamment des lieux de publication (français, anglais, allemand, espagnol, portugais, italien, néerlandais), entre 1950 et 1992, date de la reconnaissance des « partis politiques au niveau européen dans le traité de Maastricht.

59 L'exemple déjà évoqué du « transfert » du *Jahrbuch der europäischen Integration* de l'IEP en 2002, qui passe de l'EUV vers l'éditeur Nomos en est une illustration. De manière générale, une des pistes de prolongement importantes de cet article est de mener une étude comparative de l'activité éditoriale de l'EUV avec les publications en « études européennes » d'éditeurs commerciaux ou universitaires comme Nomos en Allemagne, Peter Lang en Suisse, ou encore Palgrave au Royaume-Uni.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

qui se nouent à partir de la même époque autour de l'IEP et grâce, enfin, à l'importance prise par la notion de *politische Bildung* dans l'Allemagne de la guerre froide, qui permet de légitimer les entreprises savantes consacrées à la production d'une « recherche pour l'action[60] », combinant revendications scientifiques et objectifs politiques.

Ce constat général est un point de départ, plutôt qu'un point d'arrivée : il demande désormais des recherches plus poussées pour déterminer les trajectoires précises de ces acteurs, les liens personnels et institutionnels qui les unissent, mais aussi l'utilisation effective qui peut être faite de ces publications savantes sur l'Europe. Mais il permet d'ores et déjà d'apporter des éléments tangibles qui renforcent l'hypothèse posée au début de cet article : il a existé en Allemagne, tout au long de la guerre froide, une accumulation de ressources et de logiques favorables aux investissements savants dans la production d'une « science de l'Europe », à partir d'un « espace sécant » ancré à la fois dans le champ académique, bureaucratique et politique allemands.

Conclusion

On comprend peut-être un peu mieux, après ce long détour par l'espace allemand, l'homologie structurelle qui peut exister entre une « Académie européenne transnationale », « alliage composite [..] mêlant toutes sortes d'acteurs extra-universitaires » (Robert et Vauchez, 2010, 19), et les différentes « Académies européo-nationales » qui se sont créées en même temps au sein de chaque espace national (et qui ont ce même caractère composite). Cette remarque montre, une fois de plus, la nécessité de ne pas penser le « niveau » supranational ou transnational européen indépendamment des espaces nationaux dans lesquels il reste fermement ancré. Ainsi, le cas allemand montre que la prégnance des institutions (et de l'« idéologie », au sens propre de systèmes d'idées) de la *politische Bildung* en Allemagne depuis 1950, combinée à des mobilisations de ressources privées en faveur de la constitution d'un mouvement associatif « pro-européen » a conduit à faire de l'espace allemand un centre majeur de la construction européenne

60 Pour reprendre ici la distinction entre « recherche pour l'action » et « recherche pour la recherche », utilisée par Jacques-René Rabier (le directeur « historique » du Service commun de presse et d'information des Communautés européennes de 1955 à 1973) pour qualifier son propre travail à cheval entre le champ académique, bureaucratique et politique (Rabier, 1978).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

et de la construction d'un savoir sur cette construction européenne. C'est du moins la thèse défendue ici.

Cette étude de cas vise surtout à montrer que le développement d'une « Académie européenne » ne dépend pas seulement (ni peut-être prioritairement) de l'existence de soutiens et de financements transnationaux (comme celui provenant directement des institutions communautaires[61]), mais qu'elle émerge surtout à partir d'ancrages et de soutiens nationaux, comme ceux qu'on constate dans le cas allemand. Les financements nécessaires à l'émergence des études européennes en Allemagne ne sont ainsi pas principalement ceux des institutions communautaires elles-mêmes[62]. Ils proviennent plutôt de ressources spécifiques au champ allemand, qui constituent les conditions de possibilité du « foyer d'émergence » des études européennes en Allemagne (et de sa centralité). Il s'agit à la fois de fonds publics, à travers les différents programmes de *politische Bildung* mis en place par les administrations fédérales et régionales allemandes, mais aussi à travers les financements publics aux fondations et partis politiques ; et de fonds privés mobilisés en faveur des organisations du mouvement fédéraliste allemand.

61 Même si celui-ci existe effectivement, comme de nombreux auteurs l'ont montré (voir par exemple, pour le cas allemand, la communication déjà cité : Hugo Canihac, « Construction(s) et formalisation(s) d'espaces savants de l'Europe »). Mais ces ressources communautaires ne sont pas réparties « au hasard » ni indistinctement entre toutes les organisations du mouvement fédéraliste. Un bon exemple est donné dans le travail déjà cité de Catherine Previti Allaire (1997), lorsqu'elle décrit comment le Secrétaire général de l'AEF, Karlheinz Koppe, se plaint de la rareté des subventions octroyées par les Communautés européennes à l'AEF (dans une lettre à J.H.C. Molenaar du 15 octobre 1962), parcimonie qu'il attribue aux « sympathies » des Communautés pour l'organisation rivale, le MFE (suite à la scission de l'UEF de 1956 que j'ai décrite plus haut). Catherine Previti Allaire précise (note 13, p. 3) que ces sympathies sont sans doute celles de Jacques-René Rabier, à la fois chef du Service commun d'information responsable des subventions aux groupes communautaires, et lui-même membre militant du MFE à l'époque…

62 L'exemple des « partis politiques au niveau européen » montre que celles-ci financent certes la production d'un savoir spécifique sur cette question, mais marginalement : moins de 5 % des publications européennes consacrées à ces « partis européens » sont financées ou directement publiées par les Communautés européennes, soit moins que les publications financées par le seul ministère de l'Intérieur allemand (6 %) et autant que les fondations politiques allemandes. Le mouvement fédéraliste allemand étant très loin devant, comme je l'ai déjà évoqué, avec 36,6 % de publications prises en charge par le « complexe politico-savant » de l'EUD-IEP-EUV.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

Pour finir, il faut mentionner que l'abondance de ces « fonds allemands » pour la recherche sur l'Europe n'est pas entièrement compréhensible, cependant, si l'on se restreint à l'espace national allemand et à ses ressources propres. Si l'on veut être en mesure de comprendre plus finement les conditions d'émergence des études européennes, il faut plus largement remonter les « filières » de financement plus longues qui mènent, comme cela a été montré, notamment aux États-Unis et, plus particulièrement, à l'*American Committee on United Europe* (*ACUE)* ou encore aux fondations Ford et Rockefeller (Guilhot, 2005 ; Ludwig, 2006 ; Cohen et Guilhot, 2009 ; Tournès 2010 ; Cohen, 2011). L'importance stratégique de l'espace allemand pendant la guerre froide doit ainsi être prise en compte pour comprendre les conditions de possibilité de l'importance des études européennes en Allemagne : c'est cette centralité géostratégique qui en a fait l'un des principaux destinataires de l'aide financière américaine dans la lutte contre le communisme, que ce soit directement (notamment au moment de l'occupation militaire alliée entre 1945 et 1955) ou indirectement, par les financements importants des fondations philanthropiques américaines, notamment, qui ont transité vers l'Allemagne et vers le mouvement fédéraliste pro-européen jusqu'à la fin des années 1980[63].

En définitive, l'institutionnalisation d'une « Académie européenne allemande » tient à tout un ensemble de facteurs qui se combinent pour permettre la production « à grande échelle » de discours savants sur l'Europe, à partir d'un espace de production savante « hybride ». Mais si « le lien étroit et direct que ces entreprises savantes [de l'Académie européenne] entretiennent avec la cause européenne fait figure de tare originelle » dans certains espaces nationaux (ceux dans lesquels les champs académiques sont le plus fortement autonomisés du champ politique – comme l'espace français ?), ce n'est pas forcément le cas partout. En Allemagne, la légitimité même de l'interventionnisme public et privé en matière d'« éducation politique » a déjà une longue histoire derrière elle au moment de la signature des traités de Rome, ce qui a sans doute permis de poser les fondements d'une science politique spécifiquement « européenne » plus rapidement qu'ailleurs, et de donner par la même occasion aux études européennes une « tonalité allemande » marquée.

63 Une autre enquête spécifique est en cours pour préciser et confirmer ces pistes, à partir notamment des archives de la Fondation Ford et Rockefeller, qui permettent également de comparer les flux financiers destinés à l'Allemagne avec ceux destinés à d'autres pays européens, notamment l'Italie ou la France.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

Références bibliographiques

Bailleux Julie (2014), *Penser l'Europe par le droit. L'invention du droit communautaire en France*, Paris, Dalloz.

Bleek Wilhelm (2002), *Geschichte der Politikwissenschaft in Deutschland*, Munich, C.H. Beck.

Bundeszentrale für Politische Bildung (1990), *Zur Theorie und Praxis der politischen Bildung*, Bonn, Bundeszentrale Für Politische Bildung.

Bundeszentrale für Politische Bildung (1991), *Methoden in der politischen Bildung - Handlungsorientierung*, Bonn, Bundeszentrale für Politische Bildung.

Bundeszentrale für Politische Bildung (2013), *Jahresbericht 2012-2013,* Bonn, Bundeszentrale für Politische Bildung.

Canihac Hugo, (2014), « Construction(s) et formalisation(s) d'espaces savants de l'Europe. Genèses de deux associations d'étude de la construction européenne en France et en Allemagne », communication au colloque de l'IRENEE à Nancy « La construction des études européennes. Trajectoires individuelles et réseaux nationaux », 22-23 mai.

Charle Christophe (1994a), *La République des universitaires, 1870-1940*, Paris, Seuil.

Charle Christophe (1994b), « Paris/Berlin. Essai de comparaison des professeurs de deux universités centrales », *Histoire de l'éducation*, n° 62, p. 75-109.

Cohen Antonin et Weisbein Julien (2005), « Laboratoires du constitutionnalisme européen. Expertises académiques et mobilisations politiques dans la promotion d'une Constitution européenne », *Droit et société*, n° 60, p. 353-369.

Cohen Antonin (2011), « L'Europe aux marges. Frontières disciplinaires, frontières champêtres et frontières nationales dans la construction d'un « objet scientifique non identifié » », communication au 11e congrès de l'AFSP.

Cohen Antonin et Guilhot Nicolas (2009), « "Je suis en cheville avec la Fondation Rockefeller". Premiers éléments sur l'essor des Relations internationales et des Études européennes (1945-1960) », communication au 10e Congrès de l'AFSP, Grenoble.

Crozier Michel et Friedberg Erhard (1977), *L'acteur et le système,* Paris, Seuil.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

Dakowska Dorota (2004), « Les fondations politiques allemandes en Europe centrale », *Critique internationale*, n° 24, p. 139-157.

Dakowska Dorota (2005), « German Political Foundations: Transnational Party Go-Betweens in the Process of EU Enlargement », *in* **Wolfram Kaiser and Peter Starie** (eds), *Transnational European Union. Towards a Common Political Space*, Londres, Routledge, p. 150-169.

Dakowska Dorota (2011), « Vers une politisation du débat public européen ? » L'institutionnalisation des « fondations politiques européennes », *Politique européenne*, n° 34, p. 167-199.

Dakowska Dorota (2014), *Le pouvoir des fondations. Des acteurs de la politique étrangère allemande*, Rennes, PUR.

Desmoulins Lucile (2009), « Profits symboliques et identité(s) : les think tanks entre affirmation et dénégation », *Quaderni*, n° 70, p. 11-27.

Ermarth Michael (ed.) (1993), *America and the Shaping of German Society, 1945-1955*, Oxford, Berg.

Eyal Gil (2013), « Spaces Between Fields », *in* **Philip S. Gorski** (ed.), *Bourdieu and Historical Analysis*, Durham-Londres, Duke University Press, p. 158-182.

Guilhot Nicolas (2005), *The Democracy Makers. Human Rights and International Order,* New York, Columbia University Press.

Jamous Haroun (1968), « Eléments pour une théorie sociologique des décisions politiques », *Revue française de sociologie*, vol. 9, n° 1, p. 71-88.

Keeler John T.S. (2005), « Mapping EU Studies: The Evolution from Boutique to Boom Field (1960-2000) », *Journal of Common Market Studies*, vol. 43, n° 3, p. 551-582.

Koppe Karlheinz (1992), « Quelques réflexions sur la raison d'être de l'Action européenne fédéraliste », contribution non publiée au colloque international « I movimenti per l'unità europea (1954-1969) », Gênes, 5-7 novembre, Université de Pavia.

Koppe Karlheinz (1996), *Das grüne E setzt sich durch. 20 Jahre Europa Union Deutschland 1946-1966*, Cologne, Europa Union Verlag, 1967.

Laborier Pascale et Trom Danny (2002), « La science politique allemande dans tous ses états. Controverses autour de la naissance d'une discipline entre enjeux théoriques, luttes de savoir et transferts culturels », *Politix*, vol.15, n° 59, p. 33-66.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

Lietzmann Hans J. and Bleek Wilhelm (eds) (1996), *Politikwissenschaft. Geschichte und Entwicklung in Deutschland und Europa*, Munich & Vienne, Oldenburg.

Loth Wilfried (1992), « I Movimenti per l'unità europea nella Repubblica federale di Germania », *in* **Sergio Pistone** (dir.), *I movimenti per l'unità europea (1954-1969)*, Pavia, Pime, p. 71-79.

Ludwig Bernard (2006), « Les ambiguïtés de la propagande adenauerienne, entre continuités et ruptures », *in* **Yves Deloye, Didier Georgakakis et Denis Rolland** (dir.), *Les Républiques en propagande. Pluralisme politique et propagande : entre déni et institutionnalisation, XIX^e^-XX^e^ siècles*, Paris, l'Harmattan.

Medvetz Thomas (2012), *Think Tanks in America ?* Chicago, The University of Chicago Press.

Mittag Jürgen and Wolfgang Wessels (eds) (2005), *"Der kölsche Europäer". Friedrich Carl von Oppenheim und die europäische Einigung*, Münster, Aschendorff.

Neumann Franz Leopold (1947), « Reeducating the Germans: The Dilemma of Reconstruction », *Commentary*, n° 6, p. 517-525.

Neumayer Laure (2010), « Les études européennes en République tchèque. Entre héritages communistes et incitations communautaires », *Politix*, vol. 23, n° 89, p. 125-144.

Pistone Sergio and Schmuck Otto (2008), « Der Beitrag der Europäischen Föderalisten zum Einigungsprozess », *in* **Otto Schmuck** (ed.), *Die Menschen für Europa gewinnen, Für ein Europa der Bürger, In memoriam Claus Schöndube*, Bad-Marienber, p. 93-114.

Popa Ioana (2007), « La structuration internationale des études européennes : un espace scientifique dissymétrique », *in* **Didier Georgakakis et Marine De Lassalle Marine** (dir.), *La « nouvelle gouvernance européenne ». Genèses et usages politiques d'un Livre blanc*, Strasbourg, PUS, p. 117-148.

Previti Allaire Catherine (1996), « Considérations historiques en marge du fonds "Union européenne des fédéralistes" (1949-1991) », *Ricerche Storiche*, n° 2, p. 469-482.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

Previti Allaire Catherine (1997), « Regard sur le Centre d'action européenne fédéraliste (AEF), ou l'histoire d'une déroute : l'apport du fonds UEF » : <http://www.eui.eu/Documents/Research/HistoricalArchivesofEU/PublicationsAbouttheFonds/AEFCORR.pdf>.

Rabier Jacques-René (1978), « L'étude de l'opinion publique européenne : recherche pour l'action », *Journal of European Integration/Revue d'intégration européenne*, vol.1, n° 3, p. 277-288.

Robert Cécile et Vauchez Antoine (2010), « L'Académie européenne. Savoirs, experts et savants dans le gouvernement de l'Europe », *Politix,* vol. 23, n° 89, p. 9-34.

Schwartz Thomas Alan (1991), *America's Germany. John J. McCloy and the Federal Republic of Germany*, Cambridge, Harvard University Press.

Simard Augustin (2008), « L'échec de la Constitution de Weimar et les origines de la "démocratie militante" en RFA », *Jus Politicum*, n° 1, <http://juspoliticum.com/L-echec-de-la-Constitution-de,29.html>.

Stillemunkes Christoph (1988), « The Discussion on European Union in the German Occupation Zones », *in* **Walter Lipgens and Wilfried Loth** (eds), *Documents on the History of European Integration.* Tome 3 : *The Struggle for European Union by Political Parties and Pressure Groups an Western European Countries (1945-1950)*, Berlin, De Gruyter, p. 441-456.

Stone Diane, Denham Andrew and Garnett Mark (eds) (1998), *Think Tanks across Nation: A Comparative Aspproach*, New-York, Manchester University Press.

Topalov Christian (1999), « Les réformateurs et leurs réseaux : enjeux d'un objet de recherche », *in* **Christian Topalov** (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Editions de l'EHESS, p. 11-60.

Tournès Ludovic (dir.) (2010), *L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement.

Vauchez Antoine (2011), « Interstitial Power in Fields of Limited Statehood: Introducing a "Weak Field" Approach to the Study of Transnational Settings », *International Political Sociology*, vol. 5, n° 3, p. 340-345.

Vayssiere Bertrand (2007), *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, Berne, Peter Lang.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan

Vinz Curt and Olzog Günter (1971) [4e ed.], *Dokumentation deutschsprachiger Verlage*, Munich, Günter Olzog Verlag.

Vinz Curt and Olzog Günter (1989) [10e ed.], *Dokumentation deutschsprachiger Verlage*, Munich, Günter Olzog Verlag.

Walgrave Stefaan, Nuytemans Michiel and Pepermans Koen (2009), « Voting Aid Applications and the Effect of Statement Selection », *West European Politics*, vol. 32, n° 6, p. 1161-1180.

Weisbein Julien (2006), « Des mobilisations sous (inter)dépendances. Une approche configurationnelle du militantisme fédéraliste en Europe », *in* **Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort** (dir.), *Les formes de l'activité politique. Eléments d'analyse sociologique (XVIIIe-XXe siècle)*, Paris, PUF, p. 317-334.

Widmaier Benedikt (1987), *Die Bundeszentrale für politische Bildung. Ein Beitrag zur Geschichte staatlicher politischer Bildung in der Bundesrepublik Deutschland*, Francfort s/Main.

Winand Gellner (1998), « Think Tanks in Germany », *in* **Diane Stone, Andrew Denham and Mark Garne**tt (eds), *Think Tanks across Nation: A Comparative Approach*, New-York, Manchester University Press, p. 82-106.

Francisco Roa Bastos

Docteur en science politique, rattaché à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP), Université Paris-Ouest – Nanterre La Défense.

froabastos@gmail.com

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 15/11/2016 11h31. © L'Harmattan